

# Drogues et confinement



## Baromètre d'une situation incertaine en Région de Bruxelles-Capitale

**Jérôme Poulin**

Chargé de projets ORBA

**Bruno Valkeneers**

Chargé de communication

**Laurent Maisse**

Directeur 2eme Ligne

**Muriel Goessens**

Directrice Générale

## INTRODUCTION

Le coronavirus a rendu visible l'invisible. Face au COVID-19, bon nombre de métiers de la première ligne se sont révélés être essentiels. La crise sanitaire a aussi mis au jour les failles d'un système, le manque criant d'investissement dans les services publics, l'augmentation des inégalités sociales, ... Sur le front de la grande précarité, l'impact du confinement a aussi rendu visible la dépendance d'une frange de la population à une économie souterraine, de la débrouille.

Aux prémices du « lockdown », le public de Transit (centre d'accueil et d'hébergement pour usagers de drogues de la Région de Bruxelles-Capitale), subissait directement le coût social de la crise sanitaire. Il a subitement été privé de nombreuses ressources. Services d'assistance et d'aide fermés ou fonctionnant au ralenti, perte des revenus liés à la mendicité, incertitudes quant à la continuité des aides sociales ont redistribué les cartes de la pauvreté.

A cela s'est ajoutée la crainte d'une pénurie de produits sur le marché illicite des stupéfiants. Car la dépendance, dans sa forme la plus chronique, ne s'arrête pas là où le confinement commence. En première ligne de l'action sociale, la géopolitique des drogues est aussi devenue un enjeu sanitaire majeur. Le trafic de drogues est par essence mondialisé, il est donc aussi conditionné par les lois du marché, par les échanges commerciaux, par la circulation des marchandises, par la capacité de production et d'approvisionnement, ... S'il venait soudainement à s'enrayer, nous aurions une grave crise socio-sanitaire à gérer en plus des mesures de confinement, avec des possibles sevrages de circonstance, des crises de manque, des consommations à risque, des overdoses, ... Très préoccupés par l'hypothèse d'un marché potentiellement perturbé par l'épidémie de coronavirus, nous avons cherché à en savoir plus en menant une enquête auprès des bénéficiaires de Transit.

## CONTEXTE : LE COMPTOIR LAIRR

Via notre comptoir LAIRR, un lieu d'accès au matériel stérile de consommation, de conseils pour réduire les risques liés à l'usage de drogues et de prévention des maladies infectieuses, nous leur avons posé la question de la disponibilité des produits, de la « qualité » et du prix de ceux-ci, des changements éventuellement opérés dans leurs habitudes de consommation, de l'accès à leur traitement médicamenteux aussi.

Nous avons classé les résultats de notre baromètre de façon périodique, de manière à pouvoir analyser les possibles évolutions du marché et à identifier de nouvelles tendances. La contribution de notre public à cette enquête journalière permet de dresser, semaine après semaine, un aperçu utile de la situation, nous permettant d'anticiper des situations ou d'y réagir en adaptant les pratiques de réduction des risques. Il nous paraît essentiel, après un mois de récolte de données, de partager ces informations. Elles tendent vers une objectivation de la situation que craignent ou connaissent d'autres institutions partenaires du maillage des assuétudes en Région de Bruxelles-Capitale. Aussi, parce que le public du comptoir LAIRR de Transit fréquente également d'autres services de la ligne 0.5 à très bas seuil d'accès. Le comptoir LAIRR est resté accessible 7j/7 et 24h/24 de façon anonyme malgré le confinement. Il joue en effet un rôle essentiel dans le maintien du lien social, de la prévention des comportements à risque et des maladies, de surcroît en période de COVID. Il répond aux besoins de nombreuses personnes, 1145 consommateurs de drogues s'y sont adressés en 2019 : cela correspond à plus de 7000 passages sur l'année. Il permet donc d'entrer en contact avec un nombre important d'individus, principalement des consommateurs de psychostimulants (cocaïne essentiellement sous forme de crack) et d'opiacés (héroïne).

La plupart de ceux-ci sont sans domicile fixe. Ils ne vivent pas tous en rue, mais leur situation d'habitation est très précaire, parce que temporaire, illégale, insalubre, ... Leur contexte de vie maximalise souvent les risques sanitaires dès lors qu'il ne permet pas d'accéder aux ressources les plus élémentaires, en termes d'hygiène notamment. Il favorise donc aussi les facteurs de comorbidités que notre travail vise à réduire.

## CONFINEMENT & HABITUDES DE CONSOMMATION

L'isolement, le climat anxiogène liés au confinement, la fermeture des débits de boissons et restaurants expliquent la croissance des ventes d'alcool et de vins, notamment dans les grandes enseignes de distribution[1]. Un reportage de BX1 faisait état d'une progression de 15 à 20% pour ces liquides, jusqu'à 30% de plus pour la bière[2]. Nous savons que l'environnement de vie influence de façon évidente la consommation de produits psychoactifs. Certains produits plutôt que d'autres seront privilégiés en fonction du moment. Pour comprendre cette hypothèse contextuelle, l'analogie avec le milieu carcéral est intéressante. Selon le monitoring des risques sanitaires portant sur l'usage de drogues dans les prisons belges réalisé par Modus Vivendi[3], le cannabis (89%) puis l'héroïne (65,4%) sont les produits les plus consommés en prison, avec pour raisons invoquées par les répondants la réduction du stress (lié à la détention), le fait d'oublier ses problèmes et de vaincre l'ennui. Les vertus apaisantes de certaines substances seraient donc privilégiées dans des contextes d'isolement.

Figure #1

Lockdown	Pratique(s) de consommation inhabituelle(s) & récente(s)		Inconnu
	OUI	NON	
Semaine 1	7%	89%	4%
Semaine 2	6%	94%	0%
Semaine 3	5%	95%	0%
Semaine 4	17%	83%	0%

Qu'en est-il en période de confinement parmi une population présentant des consommations à risque déjà préexistantes ? A-t-elle changé ses habitudes de consommation ?

A l'heure actuelle [Figure 1], les données de notre enquête indiquent qu'ils sont moins de 10% à avoir modifié leurs pratiques (en moyenne 7%) et la majorité de celles-ci concernent une augmentation de la fréquence de consommation, en lien avec un produit dont la qualité aurait baissé.

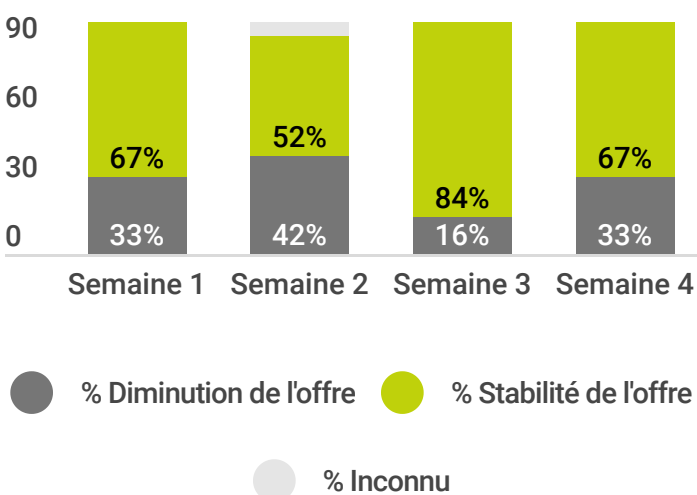
Ont-ils consommé des substances qu'ils n'utilisaient pas habituellement ?

Figure #2

Lockdown	Consommation récente de produit(s) inhabituel(s)		Inconnu
	OUI	NON	
Semaine 1	4%	93%	3%
Semaine 2	0%	100%	0%
Semaine 3	5%	95%	0%
Semaine 4	0%	100%	0%

Ils sont plus de 95% à déclarer ne rien avoir modifié dans leurs habitudes de consommation [Figure 2]. Cette stabilité est plutôt rassurante. D'une part, elle signifie qu'il n'y a pas encore eu pénurie de produits et d'autre part, elle montre qu'il n'y a à priori pas eu de surconsommation, liée au contexte de vie en période de coronavirus, parmi notre public. Cette information est plutôt réconfortante pour nous, professionnels des assuétudes : elle estompe provisoirement nos craintes de voir surgir une vague d'overdose, de crises de manque, de décompensations ou de comportements agressifs.

Figure #3



## LE MARCHÉ DES DROGUES : DISPONIBILITÉ DES PRODUITS

Dans le premier mois du « lockdown », le marché des drogues semble avoir connu quelques fluctuations [Figure 3] : Lors de la deuxième semaine, 4 usagers sur 10 déclaraient observer une diminution de l'offre sur le marché noir. Une moyenne de 69 % des répondants déclare ne pas rencontrer de problème d'approvisionnement lié au contexte.

Au cours de cette période un dossier publié dans le HUMO[4] faisait même état d'une abondance de cocaïne et d'une réduction des tarifs pratiqués par les dealers. En temps normal, une part importante des transactions commerciales de ce produit s'opère surtout à l'occasion des soirées du weekend. Avec le confinement, cette part de marché a pratiquement été réduite à néant. Pour en limiter les pertes, les revendeurs ont pratiqué des offres promotionnelles qui ont eu pour effet une surconsommation d'une frange des consommateurs contactés par le magazine flamand.

Le public du comptoir n'est, pour ainsi dire, pas un consommateur de drogues à l'occasion de grands rassemblements festifs. Il ne suit pas forcément non plus les mêmes filières d'approvisionnement. Dans un langage marketing, on dirait qu'il constitue « une niche de marché spécifique ». Parce qu'il vit en situation de précarité, il n'est pas la cible du modèle économique dit de l'«ubérisation» de la drogue (commande par internet, livraison à domicile, offre groupée, ...).

La fluctuation observée dans la disponibilité des produits [Figure 3] ne reflète donc pas forcément une baisse de l'offre en substances illicites. En effet, lorsque le public du comptoir déclare avoir des difficultés d'approvisionnement, c'est surtout parce qu'il doit parcourir des distances plus importantes pour se procurer les produits, que les tranches horaires de ventes sont réduites, parce que le dealer impose l'achat de quantité minimale pour opérer la transaction ou parce qu'en période de confinement, l'usager du comptoir est aussi beaucoup plus visible dans l'espace public. A noter également, comme déjà évoqué, qu'une partie des usagers financent leur consommation grâce à la mendicité. Au regard du contexte actuel, amputés de cet apport non négligeable, leur capacité d'achat se complexifie et est susceptible de donner lieu à un déplacement vers des méthodes de financement alternatives (prostitution, deals, vols, etc.).

## PRIX & QUALITÉ DES PRODUITS

Ces deux dimensions nous paraissent indissociables en ce qui concerne les drogues illicites : l'une influence l'autre dans la perception qu'ont les consommateurs de leurs produits.

Contrairement à un bien de consommation réglementé, soumis à des règles de qualité et de prix, les drogues illicites, échappant à tout contrôle, ne permettent pas une connaissance objective.

Dans un tel contexte, une évaluation subjective des prix est la seule notion à notre portée. Il faut entendre par là la perception par le client du juste prix qu'il donnera au produit. Ce dernier est une appréciation subjective intimement liée aux attentes du consommateur à l'égard du produit, de son désir de le consommer et de sa capacité à rencontrer les attentes du client. Cette valeur est la seule indication à notre disposition pour observer d'éventuelles fluctuations de prix sur le marché illicite des drogues. Point d'autres données de comparaison à notre disposition, contrairement à pléthore d'analyses du marché de la consommation réglementé. Les biais de notre enquête sont donc très nombreux, les résultats ont surtout une valeur indicative. Entre la première et la quatrième semaine de sondage, les résultats concernant une augmentation des tarifs ont triplé [Figure 4]. En semaine 4 de confinement, plus de 3 usagers sur 10 estiment que leur produit coûte plus cher, ils n'étaient que 1 sur 10 en semaine 1.

Figure #4

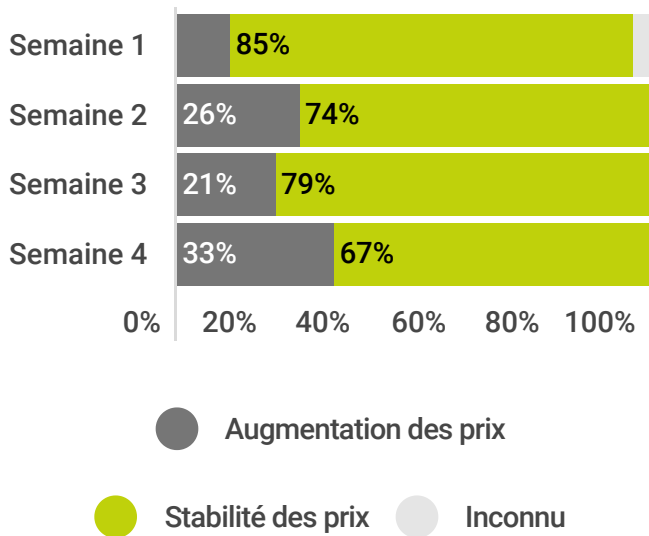
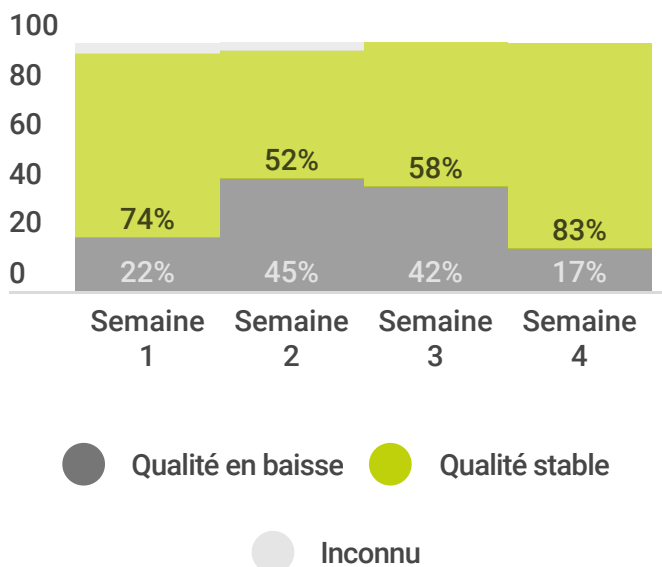


Figure #5



En parallèle, la qualité des produits, perçue par le consommateur, semble aussi progressivement diminuer. Mais elle remonterait soudainement en semaine 4 [Figure 5]. Une fois de plus, il s'agit d'indication à partir desquelles nous ne pouvons émettre que des hypothèses. Un.e consommateur.trice peut, par exemple, considérer le produit comme moins psychoactif, en déduire qu'il a été davantage coupé ou frelaté. Ces considérations dépendent du vécu, du contexte de consommation, éventuellement simplement du fait d'une transaction difficile. Seul un test de reconnaissance des produits, tel que pratiqué par Modus Vivendi, pourrait nous donner une indication objective de la qualité du produit. D'autant que la corrélation entre les perceptions des consommateurs et les résultats des analyses est souvent faible[5]. Malheureusement, ce dispositif de « testing » est difficile en période de « distanciation sociale ». Connaître la composition du produit est pourtant fondamental, surtout dans un contexte où la rentabilité sera reconsidérée par le dealer. Il prend plus de risque, l'approvisionnement est probablement plus difficile, les matières premières plus rares, ... Le frelatage des produits étant toujours la solution la plus simple pour rationaliser les coûts et maximiser les bénéfices, nous craignons un impact désastreux sur la santé des usagers. Au vu des chiffres, rien d'alarmant encore, mais le marché des drogues est très versatile.

## TRAITEMENTS & ACCES AUX MEDICAMENTS EN PHARMACIE

L'accès aux traitements divers (TSO[6] compris) semble avoir posé problèmes durant la première semaine de lockdown. 45% des réponses obtenues allaient dans le sens d'une diminution de l'accessibilité des traitements en officines en raison de ruptures de stocks (essentiellement des benzodiazépines et du Suboxone®). Cette pénurie momentanée pourrait en partie s'expliquer par le fait que certains médecins aient choisi d'augmenter la durée de couverture en traitement(s) de leurs patients (et ce pour prévenir les difficultés liées à l'accessibilité aux consultations médicales de première ligne). Il en résulte des passages moins fréquents en officines, mais pour y retirer des stocks plus importants de médicaments. On peut aussi plus largement évoquer les retards emmagasinés par les unités de production de l'industrie pharmaceutique, ainsi que les difficultés d'approvisionnement et de livraison des officines par les grossistes en médicaments.

Sur l'ensemble du premier mois de sondage, les résultats restent globalement encourageants : Parmi les usagers interrogés concernés par un traitement, 92% n'ont pas rencontré de difficultés d'approvisionnement en pharmacie [Figure 6]. Un nombre marginal de l'échantillon des personnes interrogées a fait mention d'une pénurie, à un moment donné, de benzodiazépines en pharmacie. Certaines de ces molécules, sous leurs formes génériques uniquement, sont entièrement couvertes par l'aide médicale des CPAS, dont émerge la majeure partie du public interrogé.

Cette condition limite donc l'accès de notre échantillon à des molécules analogues non remboursables (et pourtant essentielles au maintien de leur équilibre physique et/ou psychique) et pourrait, si la pénurie se confirme, devoir faire l'objet de stratégie alternative de délivrance.

Même si nous n'avons pas orienté notre questionnaire en ce sens, il semblerait qu'une difficulté majeure liée à la continuité des soins ne soit pas tant l'accessibilité à la molécule, mais bien les possibilités très restreintes (voire inexistantes pour certains) d'accéder à une consultation médicale en dehors du secteur spécialisé.

Figure #6



## CONCLUSIONS

Dans un contexte d'illégalité, de clandestinité et de dérégulation de certaines drogues, notre méthode de recherche est purement empirique. Empreinte de subjectivité, elle aboutit sur des hypothèses, pas sur des conclusions. En cette période inédite, nous faisons, comme beaucoup, avec ce que nous avons pour parer au plus urgent. Un autre contexte politique, comme celui du Portugal où l'usage de drogues n'est plus criminalisé depuis 2001, aurait certainement facilité la récolte et l'échange de données factuelles. Les questions soulevées par notre enquête auraient pu être objectivées par un monitoring national.

Le Covid-19 a exacerbé les failles de notre système, l'état fantomatique des sources de connaissances en matière de drogues en fait partie. Il conviendra d'en tenir compte pour les années à venir, car la société de demain, si elle veut être inclusive, devra aussi considérer la dépendance à certains produits comme autre chose qu'une maladie délictueuse.

## SOURCES



[1] Le confinement a-t-il réellement fait augmenter les ventes d'alcool ? Nadia Salmi, Le Soir en Ligne, vendredi 10 avril 2020.

[https://www.rtbf.be/info/societe/onpdp/detail\\_le-confinement-a-t-il-reellement-fait-augmenter-les-ventes-d-alcool?id=10480057](https://www.rtbf.be/info/societe/onpdp/detail_le-confinement-a-t-il-reellement-fait-augmenter-les-ventes-d-alcool?id=10480057)

[2] Coronavirus : la consommation d'alcool augmente avec le confinement, Reportage de Philippe Jacquemotte et Manon Ughi, BX1, 24 avril 2020.

<https://bx1.be/news/coronavirus-la-consommation-dalcool-augmente-avec-le-confinement/>

[3] [http://www.modusvivendi.be.org/IMG/pdf/Rapport\\_usage\\_drogues\\_2008\\_version\\_fr\\_defin.pdf](http://www.modusvivendi.be.org/IMG/pdf/Rapport_usage_drogues_2008_version_fr_defin.pdf)

[4] Drugs in coronatijd, Annemie Bulté, Humo, p. 10 – 15, 14 avril 2020.

[5] Revue SWAPS n° 59 - Produits de coupage des drogues : sortir des idées reçues

par Jimmy Kempfer -

[https://www.pistes.fr/swaps/59\\_238.htm](https://www.pistes.fr/swaps/59_238.htm)

[6] Traitement de substitution aux opiacés : Méthadone, Suboxone®, Subutex® etc.

## FICHE TECHNIQUE



Période de sondage : Du 23-03 au 19-04

Échantillon : 89

Public cible : Comptoir LAIRR

Sujets : Evolution du marché et des pratiques de consommation depuis le lockdown

Produits principaux concernés : Cocaine - Héroïne

## LIENS UTILES



- Trans-European COVID-19 & drugs survey : <https://testing.surveyccto.com/collect/lockdown042020?caseid=>
- Ce que le confinement nous dit des consommations de drogues : <https://infordrogues.be/ce-que-le-confinement-nous-dit-des-consommations-de-drogues/>
- Revue SWAP - La réduction des risques à l'épreuve du COVID 19 : <https://vih.org/wp-content/uploads/2020/04/SWAPS941.pdf>
- Bulletin TREND COVID-19 : <https://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/Bulletin-TREND-COVID-1.pdf>